



# Renouvellement de la présidence de France Télévisions



## Les 15 priorités de la CGT

Dans les prochaines semaines, l'ARCOM auditera les candidats à la présidence de France Télévisions pour le mandat 2025-2030. Chacun·e d'entre eux·elles va être amené·e à présenter et défendre son projet pour France Télévisions.

Si le projet de holding de l'Audiovisuel Public visant à regrouper les sociétés de l'Audiovisuel Public s'est (momentanément) éloigné, un doute subsiste sur les intentions du gouvernement à ce sujet. Comment construire un projet sérieux pour France Télévisions dans un tel contexte ? La CGT de France Télévisions a souhaité afficher ses priorités pour les cinq prochaines années. À charge pour les candidat·es de se positionner sur les différentes propositions du premier syndicat de l'entreprise.

1. **La nécessité de négocier avec l'État une trajectoire financière pluriannuelle** à la hauteur des enjeux du secteur en matière de production, de fabrication, de montée en puissance du numérique et de lutte contre la désinformation.
2. **France Télévisions doit pouvoir détenir les droits sur les œuvres qu'elle produit** et à la hauteur des investissements engagés dans la production audiovisuelle et le cinéma. Il s'agit d'argent public qui doit servir à la production et aux investissements du service public.
3. **Préserver et développer nos moyens internes de fabrication** comme un outil stratégique d'excellence, au service de la qualité de nos contenus dans tous les genres.
4. S'engager pour une véritable **indépendance de l'information**. Un « cahier des charges » éditorial doit être établi par un comité composé de représentants des journalistes, de la société civile et d'élus des entreprises de l'audiovisuel public.
5. Une **refondation de la Rédaction Nationale** de France Télévisions, en rendant aux journalistes leur liberté de traitement journalistique sans injonction hiérarchique et en faisant valider la désignation de la direction de l'information et des rédacteurs en chef de toutes les rédactions par les rédactions elles-mêmes.
6. Sous-dotée depuis sa création, **franceinfo** doit enfin se voir attribuer les effectifs et les moyens matériels indispensables à l'exercice de sa mission d'unique chaîne TV d'information continue du service public.
7. **Redonner à nos médias de proximité en région et en Outre-mer** les moyens humains, éditoriaux et technologiques d'effectuer correctement leurs missions dans l'information et les programmes, sur tous les supports, afin d'offrir une haute qualité éditoriale à nos concitoyens.

8. **Sortir du diktat des ETP et des suppressions de postes** : bien souvent, des initiatives éditoriales internes sont avortées faute de pouvoir disposer des effectifs nécessaires, ce qui produit de l'externalisation d'activité et dépossède les salariés de leur savoir-faire.
9. **Lancer un vaste plan de reconversion aux métiers de numérique** pour maîtriser en interne le développement de nos plateformes et notre présence sur les réseaux sociaux.
10. **Engager un diagnostic global de l'externalisation** des programmes et des prestations hors programme afin de mieux maîtriser nos activités en interne.
11. **Encadrer le développement de l'utilisation des outils d'intelligence artificielle** afin de disposer d'un contrôle humain sur ces systèmes et leurs dérives potentielles, et d'en maîtriser les impacts sur l'emploi, les métiers et les conditions de travail.
12. **Relancer une politique salariale** digne de ce nom après une décennie d'austérité.
13. **S'engager pour que l'entreprise soit volontariste et exemplaire dans la prise en compte de l'écologie dans son fonctionnement.** Qu'elle mette en place la formation de ses salariés pour maîtriser les moyens de promouvoir et respecter l'environnement.
14. Réaliser avec les organisations syndicales et les instances représentatives du personnel un **grand diagnostic de la santé au travail** afin de mettre en place un plan d'action ambitieux pour redonner aux salariés tout leur sens au travail.
15. **Refonder le dialogue social à France Télévisions** à tous les niveaux, en instituant une reconnaissance du fait syndical comme un atout pour l'entreprise et **négoçier un accord de méthode** pour maîtriser le déploiement des projets dans l'entreprise.

La CGT est prête à rencontrer tou·te·s les prétendant·e·s à la fonction de PDG de France Télévisions afin d'échanger sur nos priorités.

Paris, le 17 avril 2025